



MEXIQUE



D 2167 • Mx16
16-31 juillet 1997

MOTS-CLEFS
Élections
Démocratisation
Parti politique

Diffusion de l'information sur l'Amérique latine

DIAL • 38, rue du Doyenné - 69005 Lyon - France - Tél. 04 72 77 00 26 - Fax 04 72 40 96 70

POINTS DE VUE SUR LES ÉLECTIONS MEXICAINES

Un événement d'une portée considérable a eu lieu au Mexique avec les élections du 6 juillet 1997. Pour la première fois depuis soixante-huit ans, le Parti révolutionnaire institutionnel (PRI) perd la majorité absolue à l'Assemblée - tout en la gardant au Sénat - ainsi que la mairie de Mexico. Le PRI se trouve contraint de compter désormais avec les autres partis, ce qui devrait entraîner des changements considérables dans les moeurs politiques du Mexique. Déjà, le président de la République a

voulu assurer Cuauhtémoc Cárdenas, chef de file du Parti de la révolution démocratique (PRD, gauche) et nouveau maire de Mexico, d'une "fructueuse collaboration".

Nous publions ci-dessous deux réactions, l'une de l'écrivain Carlos Fuentes, parue dans *La Jornada*, 10 juillet 1997 (Mexique), l'autre qui nous est parvenue de André Aubruy, de l'Instituto de Aseoria Antropológica para la Región Maya, à San Cristóbal de Las Casas, Chiapas (Mexique).

La fin de la peur

Le Mexique vit depuis le 6 juillet un moment d'euphorie, si heureux qu'il rappelle l'entrée de François I Madero dans la capitale en 1911 après la chute de Porfirio Díaz et trente années de dictature. Le règne du PRI fut encore plus long. Fondée en 1929 par le «leader Maximo de la Révolution», Plutarco Elías Calles, le PRI a survécu à des momies politiques aussi vénérables que le Parti communiste en URSS ou la dictature de Francisco Franco en Espagne. Créé par Calles pour mettre un terme aux dissensions entre factions révolutionnaires et à la série des soulèvements, putschs et

assassinats qui ont suivi le triomphe des armes de la révolution, le parti officiel a fini par être lui-même la victime de ce qu'il avait exorcisé il y a soixante-dix ans : les crimes politiques, la corruption, la fin de la omertà sicilienne entre ses propres membres, tout cela entouré de têtes de morts dignes d'une gravure de José Guadalupe Posada, de sorcières et voyantes dignes de Macbeth, d'exactions funèbres dignes de Dracula, d'amourettes dignes des feuilletons de télévision et de disparitions à la Hitchcock.

Maintenant, le PRI a perdu la direction

du gouvernement du District fédéral (l'agglomération urbaine la plus grande du monde), la majorité absolue à l'Assemblée nationale, ainsi que deux États s'ajoutant aux quatre qui étaient déjà gouvernés par le Parti d'action nationale (PAN). Plus de la moitié du pays sera donc gouvernée par l'opposition. Le paradoxe pour nous Mexicains est que l'anormalité passée du prisme¹ nous paraissait normale, et que la normalité démocratique nous semble maintenant anormale. Il nous faudra nous habituer à la normalité et

1. Nom composé à partir du sigle PRI, Parti révolutionnaire institutionnel (NdT).

En raison des congés d'été, le prochain numéro de DIAL paraîtra en septembre 1997.

SOMMAIRE

> MEXIQUE : Points de vue sur les élections mexicaines (1-4)

> AMÉRIQUE LATINE : Les privatisations en marche (9-10)

> HAÏTI : Crises en Haïti (5-7)

> MEXIQUE : Cultures opprimées et évangile (11-12)

expulser l'anormalité autoritaire dans les cimetières de l'histoire.

Toutefois, le PRI et certains de ses alliés du secteur privé ont tenté d'exploiter ce paradoxe pendant la campagne électorale. Si la "normalité" priiste venait à être interrompue, disaient-ils, le résultat pourrait entraîner l'instabilité gouvernementale, le chaos, y compris l'intervention des États-Unis. Ou comme aurait pu dire son émule progressiste du PRI, Louis XV de France, "après moi, le déluge".

Enfin, après le 6 juillet l'ancien régime mexicain s'est envolé en fumée telle la sorcière maligne du *Magicien d'Oz*, et au lieu d'enfoncer le Mexique dans le chaos, cette situation a amené non seulement un espoir renouvelé mais aussi une situation objectivement plus

saine et stable. La bourse des valeurs, l'investissement étranger, le renforcement du peso vis-à-vis du dollar, la confiance dans les grandes entreprises mexicaines ne se sont pas effondrés ; au contraire, tous ces indices montrent une amélioration spectaculaire. La démocratie engendre la confiance.

Certains nous avertissent de prendre garde à un optimisme excessif. Le vieux PRI est un dinosaure blessé qui peut encore avoir des sursauts. C'est certain, mais peu probable. Le PRI ne peut pas faire dévier la confiance générée par le processus électoral pour la canaliser vers une nouvelle peur. Au

lieu de se lamenter de ses échecs comme une Niobe politique, le PRI devrait penser de façon sérieuse à son avenir. A-t-il un avenir ? Compte tenu de sa base et de son organisation au niveau national, la réponse devrait être positive. Mais le PRI ne peut pas s'exempter lui-même d'une profonde



autocritique.

Son manque de scrupules politiques, son flou idéologique, son opportunisme d'anguille, lui ont permis de se présenter de façon successive comme une organisation révolutionnaire, nationaliste, socialiste, étatique, populiste et néolibérale. Après le 6 juillet, quelle sera le véritable visage du PRI ? Peut-être pour avoir porté tant de masques, le PRI n'a-t-il plus de visage. Toutefois, il a de nombreux militants intelligents, soucieux et honnêtes. Après une retraite spirituelle qui lui permettrait d'assumer sa nouvelle position comme un parti de plus et non comme un parti

unique, c'est à ces militants qu'il revient de réformer leur parti.

Une autre consigne destinée à créer la peur durant la campagne était la menace que la démocratie entraînerait l'instabilité au Mexique ainsi qu'une attitude négative de la part des États-Unis. Cet argument depuis le 6 juillet n'est plus valable. Le soutien traditionnel de Washington au nom de la sécurité aux régimes autoritaires de Mexique, n'a jamais été une position confortable. Cynique, peut-être, mais pas confortable. Les résultats électoraux facilitent énormément la politique du gouvernement Clinton vis-à-vis du Mexique. Les relations avec un système démocratique sera plus facile même s'il est plus complexe. Les actions diplomatiques du président Zedillo seront surveillées par le nouveau

Congrès d'aussi près que celles du président Clinton par son propre Congrès. C'est dire que les relations de Mexique avec les États-Unis ressembleront de plus en plus aux relations des États-Unis avec le Mexique. Plus surveillées, plus critiques, plus négociées. Mais après tout, c'est là une situation normale dans une démocratie. Ou comme chanterait Judy Garland : Bravo, bravo, la sorcière de la peur est déjà morte !

Carlos Fuentes

Traduction DIAL.

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL.

Les élections et la question du Chiapas

San Cristóbal de Las Casas, 13 juillet 1997. Huit jours après les élections du 6 juillet, le pays attend encore les résultats officiels de scrutin. Il faut en conclure que l'IFE (le nouvel Institut fédéral électoral, théoriquement "indépendant" du gouvernement) n'arrive pas à la transparence promise, soit que la fraude de toujours enrayer ses méca-

nismes, soit que les votes, comme d'habitude, se négocient au lieu de se compter.

Il faut distinguer deux situations bien différentes : celle de la capitale qui, pour la première fois de son histoire, put élire son gouverneur (sans que l'on sache encore si son titulaire sera "maire" ou "gouverneur" de la plus

grande ville du monde), et celle du pays qui renouvella son parlement.

À Mexico, l'opposant Cárdenas réunit sur sa seule personne un nombre de suffrages supérieur à la somme de ceux de tous ses concurrents (résultats préliminaires). La participation au vote - 75 % - et l'enthousiasme manifesté sont inouïs dans l'histoire du

pays. Il est difficile de ne pas référer ce triomphe aux appels répétés de l'EZLN². Rappelons que la 3^{ème} Déclaration de la Selva de 1995 demandait au "citoyen Cárdenas de prendre la tête du mouvement de la libération nationale dans un vaste mouvement d'opposition pour liquider le système de parti d'État et séparer le gouvernement du PRI". Mexico et le Chiapas, "la forêt de béton" et celle des zapatistes, tracent désormais un axe stratégique : l'une et l'autre constituent des problèmes locaux (ou que l'on veut réduire à cette fausse dimension) qui ont cependant une résonance significative au niveau national.

Dans le reste du pays, en ce qui concerne les législatives, à quelques exceptions près dans quelques grandes villes, la situation est toute différente : l'abstention atteint plus de 50 %, les vices de la campagne électorale ont été insultants, les candidats n'ont pas été à la hauteur de futurs législateurs indépendants de l'exécutif ou susceptibles d'équilibrer son pouvoir autoritaire, l'armée n'a cessé d'intimider, des candidats de l'opposition ont été violentés ou victimes de coups de feu, les manifestations de la société civile ont été réprimées, le spectre de la fraude n'a jamais rétabli la confiance. Le résultat est encore le succès du PRI, y compris dans les districts où les indigènes, les sympathisants de l'EZLN ou de l'EPR³ sont une évidente majorité (Guerrero, Oaxaca, Huasteca, etc.).

Au Chiapas, cinq districts (sur un total de douze) qui avaient amplement mis en avant l'absence totale de conditions pour les élections (armée d'occupation, violence des groupes de choc appuyés par l'État contre l'opposition, corruption du personnel électoral, installation de bureaux de vote dans des zones sans liberté de circuler, cam-

2. EZLN : Armée zapatiste de libération nationale, mouvement de guérilla présent au Chiapas ayant à sa tête le sous-commandant Marcos dont il sera question plus loin, et dont les interventions ont commencé le 1er janvier 1994 (NdT).

3. EPR : Armée populaire révolutionnaire, mouvement de guérilla dont la première apparition publique a lieu le 28 juin 1996 dans l'État de Guerrero (NdT).

LA DOCTRINE ÉLECTORALE DE L'EZLN

Dans un communiqué de janvier 1997 intitulé "Sept questions à qui de droit", l'EZLN s'insurge contre le mercantilisme électoral, selon lequel les candidats, fussent-ils de droite ou de gauche, ne cherchent pas une alternative pour le pays mais seulement des votes pour obtenir leur ration de pouvoir ; il se plaint que les partis restent sourds à la société civile. Dans ce fatras électoral, il distingue "une autre gauche", enfouie dans la société civile, dont le but n'est pas la compétition mais "la reconnaissance des différences, de la richesse des luttes distinctes, non pour se les réapproprier ou s'y soustraire, mais au contraire pour les multiplier en s'y associant".

(...)

Dans un communiqué en date du 1er juillet 1997, Marcos rappelle que son option hors des partis n'est pas dirigée contre les partis (mais il se plaint que ceux qui sont en compétition ont "séquestré la politique", passé sous silence la société civile, oublié les indigènes comme acteurs sociaux, snobé les résultats du Dialogue, oublié les grands problèmes du pays).

Puis il énonce les enjeux de ces élections : un nouveau "pouvoir législatif, populaire, autonome, indépendant et critique serait un coup décisif à l'autoritarisme du système présidentiel mexicain, et un pas vers la démocratie et la liquidation du système de parti d'État". Si les élections ne sont qu'une confrontation entre les candidats (qui ensuite oublient leurs électeurs), ou ne visent qu'à l'alternance du pouvoir, ce n'est pas encore la démocratie. Il insiste en outre sur le fait que "si la démocratie ne se réduit pas aux élections, cependant elle est aussi électorale".

En conséquence, les citoyens ont le choix entre deux positions déterminées par les circonstances locales : si celles-ci offrent les moyens d'"assener un coup au système en se prononçant dans les urnes par un Ya Basta, le citoyen a l'obligation de voter" ; si au contraire celles-ci "sont une simulation de la démocratie et une légitimation de l'autoritarisme, le citoyen a le droit de s'abstenir".

Enfin (mais ce fut le seul aspect retenu par la presse), "les communautés zapatistes du sud et sud-est mexicains", selon leur propre analyse, estiment qu'elles se trouvent dans le second cas ; "peut-on leur demander de singer la normalité citoyenne un jour (celui des élections) et de retourner le lendemain dans la terreur quotidienne pour le reste de l'année ?"

En conclusion, l'EZLN, premièrement "appuie la décision de ces communautés indigènes, la plupart en résistance", mais aussi, deuxièmement, il appuie "celle des citoyens qui pensent qu'ils ont les moyens d'exercer en toute liberté leur droit de vote". Ce qui veut dire que, une fois de plus, l'EZLN a des critères, les énonce pour raisonner des choix, mais se refuse à donner des consignes.

André Aubry, 13 juillet 1997

pagne électorale interdite dans plusieurs communes) et demandé leur ajournement, ont décidé de boycotter les élections. Mais comme certains candidats du PRI n'avaient pas les faveurs des paramilitaires du groupe de choc Paz y Justicia, ceux-ci ont

aussi bloqué le scrutin, non seulement dans leur zone d'influence mais encore dans celles de l'opposition. Le PRI, cependant, revendiqua sa victoire, avec l'appui des instances officielles de l'IFE, dans des bureaux de vote où les urnes et les bulletins de vote

avaient été brûlés avant d'être installés...

Le 6 juillet, dans la nuit et le lendemain, le président Zedillo, élégamment, reconnut le triomphe de Cárdenas, rappela que le vrai gagnant était la démocratie, parla d'un "nouveau pays". Il s'en attribua la victoire à cause de la réforme électorale qu'il avait promue et que le PRI avait soutenue de son vote majoritaire, aujourd'hui récompensé puisque, s'il a perdu la majorité absolue à la Chambre des députés, il y conserve la majorité relative, et toujours la majorité absolue au Sénat. Il en récolta un succès médiatique à l'étranger : les États-Unis se félicitent de s'être lié par l'ALENA⁴ à

un pays "démocratique", et l'Europe aura moins de scrupules à concéder au Mexique les bénéfices de la clause démocratique.

Si l'on lit entre les lignes, cela veut dire que le simulacre démocratique que redoutait la CONAI⁵ a bien fonctionné, que "la fête électorale" a fortifié le régime, même s'il l'oblige à négocier - sans grande difficulté - avec un parlement qui ne fait que nuancer sa composition. Dans ce contexte, le Dialogue et l'EZLN, déplacés par la campagne, paieront les pots cassés des ratés de la débandade électorale de province, sur laquelle on ferme les yeux. Si nous sommes déjà dans un

"nouveau pays", si la démocratie se réduit à l'alternance dans la ville de Mexico, à quoi bon le dialogue de San Andrés et les finasseries de l'EZLN qui s'est retiré du jeu ?

Hier, la commune du PRI de San Andrés a offert les locaux du Dialogue à la police pour y installer son quartier général dans les Los Altos de Chiapas.

André Aubry

4. ALENA : Accord de libre commerce entre les États-Unis, le Canada et le Mexique (NdT).

5. CONAI : Commission nationale d'intermédiation (NdT).

En cas de reproduction, mentionner la source DIAL

DIAL • 38 rue du Doyenné - 69005 LYON • Tél. 04 72 77 00 26 • Fax 04 72 40 96 70 • E-mail : dial@globenet.org

Abonnement annuel : France 410 F • Europe 455 F • Avion Amérique latine - Afrique 515 F • USA-Canada 505 F

Points rencontre à Paris : CEDAL (Centre d'Etude du Développement en Amérique latine) - 43 ter, rue de la Glacière - 75013 Paris
Tél. 01 43 37 87 14 - Fax 01 43 37 87 18 et Service Droits de l'Homme - Cimade - 176 rue de Grenelle - 75007 Paris - Tél. 01 44 18 60 50
Fax 01 45 55 28 13.